



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 29 mars 05

Groupe enseignement général

CRP
Guillaume LOYER
B1

Fiche de stratégie

OBJET : sujet n°3, Depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

La fin de la guerre froide a incité de nombreux pays européens à traduire en termes de défense le sentiment de soulagement qu'ils ont ressenti au moment de la chute de l'empire soviétique. L'expression des « dividendes de la paix » est restée le symbole des conclusions hâtives de l'époque et de cette confusion entre le changement de circonstances géopolitiques et l'avènement d'un monde plus sûr.

Au contraire, le nombre de vecteurs nucléaires dans le monde n'a pas diminué avec la fin de la guerre froide, mais a eu tendance à augmenter avec la tentative de pays non dotés soit de retenir sur leur territoire des vecteurs soviétiques soit de profiter du désordre de l'époque pour se livrer à une politique d'acquisition proliférante.

L'arme nucléaire demeure donc une arme dangereuse qu'une politique active de contre-prolifération peut tendre à faire diminuer. Mais la stratégie nucléaire reste une stratégie vivante dont les évolutions doctrinales témoignent de la pertinence face aux menaces de notre temps et qu'il serait hâtif de qualifier de dépassée.

1. Garantir sa sécurité

Si la lutte contre la prolifération reste une priorité des Etats-Unis c'est d'une part que l'arme nucléaire demeure une arme dangereuse et d'autre part que le retour d'une confrontation d'ampleur avec une puissance majeure reste un scénario possible pour l'avenir.

A/ Une arme dangereuse

L'arme nucléaire engage la survie de l'humanité toute entière. Passons rapidement sur la théorie de l'hiver nucléaire ou sur les répercussions dans l'atmosphère et sur la population

du dessous dans l'emploi de perturbation des ondes électromagnétiques comme les soviétiques préoyaient de le faire en cas d'attaque nucléaire sur Moscou.

L'arme nucléaire comporte une telle puissance de destruction que sa nature différente et son caractère d'arme de dissuasion ont été affirmés quelques années seulement après Hiroshima. Plus le nombre de détenteur d'une telle arme s'accroît plus le risque d'usage augmente. Compte tenu du risque de réaction en chaîne impliquant plusieurs détenteurs de l'arme, on comprend la nécessité d'une politique de lutte contre la prolifération.

En effet les pays nouvellement dotés risquent de mal sécuriser le processus décisionnel ou de consentir un niveau de délégation d'engagement trop bas, par exemple au commandant tactique sur le terrain. Ce fut le cas par exemple des armes nucléaires sous-marines soviétiques lors de la crise de Cuba. La doctrine de dissuasion peut également faire défaut ou se montrer destabilisatrice : tel pays nouvellement doté se risquant à une attaque nucléaire préventive sur les installations de son concurrent stratégique.

Enfin la lutte contre la prolifération repose aussi sur l'exemplarité de pays qui y renoncent volontairement par traité en faisant confiance aux cinq détenteurs historiques. Cette vertu d'exemplarité est inopérante si tel ou tel pays parvient à se doter de l'arme en marge de la légalité internationale. C'est le cas de la Corée du Nord dont la capacité nucléaire permet au régime d'exercer un chantage dont les otages sont la Corée du sud et le Japon, ce qui incite ce dernier à considérer également la possession de l'arme nucléaire. Si le Japon s'en dote, pourquoi pas le Brésil et l'Afrique du sud qui y avaient renoncés, puis leurs compétiteurs régionaux.

Le danger on le voit peut découler de la seule possession de la capacité nucléaire, bien ou mal maîtrisée. Il peut renaître également avec une nouvelle confrontation dans laquelle interviendrait une puissance majeure.

B/ Le retour du scénario « puissance majeure »

Parmi les scénarios d'évolution possible des relations étatiques la confrontation avec une puissance majeure est récurrente. Elle est clairement affirmée dans le cas de la politique de sécurité des Etats-Unis qui identifient la Chine comme un compétiteur stratégique. La menace est moins catégorique dans le cas de la Russie qui reste par son poids militaire et son influence diplomatique un compétiteur possible à plus long terme. L'étendue des intérêts de puissance et la dépendance croissante des économies vis-à-vis de ressources naturelles limitées ne permettent pas d'exclure des tensions entre ces pays et d'autres puissances telle l'Europe, riche et faible.

Cette menace lointaine impose une stratégie de long terme. Le poids des investissements à consentir, l'ampleur des recherches, diverses difficultés conjoncturelles comme l'obsolescence des matériaux, l'interdiction des essais, imposent de maintenir la posture nucléaire à un haut niveau de crédibilité.

Cet aspect de crédibilité est cardinal. Les investissements tournés vers l'avenir peuvent seuls démontrer à un adversaire potentiel que l'on croit à la dissuasion aujourd'hui mais également pour l'avenir. A contrario si l'on ne croit plus à la dissuasion pour l'avenir c'est qu'on y croit plus dès aujourd'hui, c'est l'annonce perceptible d'un renoncement à sa propre sécurité. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis et la France continuent à financer leur effort nucléaire en complément dans le cas des Etats-Unis de leur politique active de non prolifération.

On le voit il n'y a pas de stratégie de dissuasion sans programmation de la conservation du statut nucléaire, sans tirs d'essais réguliers pour prévenir le doute dans la pensée stratégique adverse, et sans lutte contre la prolifération pour éviter de nouvelles accessions au statut nucléaire avec l'effet égalisateur de puissance et la cristallisation des situations conflictuelles qui en résulterait.

2. Acquérir de nouvelles marges de manœuvre

La stratégie nucléaire est une stratégie vivante, qui évolue avec les circonstances mondiales et génère de nouvelles doctrines.

A/ Conserver l'avantage

La stratégie de dissuasion n'exclut pas la compétition technique. La course aux armements qui s'est révélée ruineuse pour l'Union Soviétique est un premier exemple de stratégie nucléaire menée avec l'efficacité que l'on sait.

Montrer à l'adversaire que l'on possède une avance telle qu'elle invalide toute idée d'égaliser la situation par l'atome est un autre message véhiculé par les développements actuels de bouclier anti-missile américain. A quoi sert de se doter de l'arme nucléaire si elle est dépassée dès son avènement ? Cette stratégie est à la fois une tentative d'intoxication destinée à tuer la volonté politique de pays proliférants de se doter de capacités nucléaires.

Le programme vise également à obtenir l'avantage décisif dans l'optique d'une confrontation future avec un Etat doté de missiles nucléaires, éventuellement chimiques ou bactériologiques. Lorsque les rampes de missiles anti-missiles « Patriot » ont échoué à stopper les missiles « Scud » irakiens et atteint Israël lors de la première guerre du Golfe, les troupes américaines ont dû renoncer à exploiter leur avantage jusqu'à Baghdad.

Les bombes nucléaires pénétrantes de faible capacité, les « mini-nukes », sont également une tentative de dissuader des pays de se doter d'une capacité nucléaire. Israël a menacé l'Iran de traiter ses capacités de production d'uranium enrichi, et le développement d'une bombe nucléaire à cet usage signifie que les Etats-Unis estiment que le trouble à leurs intérêts est tel qu'ils sont susceptibles d'intervenir eux-mêmes avec une arme réservée aux dernières extrémités.

Là encore la stratégie nucléaire est une stratégie de dissuasion car le « bouclier » est pour le moment loin d'atteindre l'étanchéité que l'on attend de lui et offre un répit significatif à la puissance nucléaire traditionnelle.

B/ Dissuader les puissances régionales

En attendant les progrès décisifs du bouclier américain, il peut être utile d'apporter à l'épée les améliorations qui offriraient leur politique les marges de manœuvre dont elle a besoin. Mettre en échec le chantage anti-forces d'un Saddam Hussein ou d'un Milosevic et le dissuader d'entreprendre une action néfaste, telle est l'ambition de la stratégie nucléaire aux Etats-Unis et en France.

Depuis de nombreuses années les Etats-Unis cherchaient à dissuader l'Iraq de se doter d'une capacité nucléaire. La menace de représailles non conventionnelles sur les forces engagées sur le terrain est de nature à restreindre leur liberté d'action. Ceci n'est pas acceptable pour les Etats-Unis, en particulier là où ils ont besoin de toute la liberté de manoeuvre nécessaire au contrôle d'une zone riche en ressources énergétiques. Il n'est pas exclu alors de menacer un Saddam Hussein de représailles nucléaires sur ses centres de pouvoir personnels lors même qu'une menace sur sa population serait inopérante. A la suite du Trident II des Etats-Unis, c'est l'objet de la souplesse d'emploi du nouveau missile nucléaire français M51.

Comme le montrent les différentes orientations que prend la stratégie nucléaire, il s'agit toujours de conserver sur son adversaire potentiel une avance qui fasse la différence. Mais le challenge se complique lorsqu'il faut conserver cette avance sur des pays non dotés, dotés de l'arme nucléaire ou ayant opté pour les armes de destruction massive. Dans tous les cas la menace nécessite un mélange de contre prolifération et de dissuasion active et

parfois même précisément ciblée dans le discours et les programmes. Compte tenu du temps nécessaire pour disposer d'une capacité nucléaire opérationnelle, de l'ordre de la vingtaine d'année, il est indispensable d'avoir préparé d'autres scénarios qu'une lutte diplomatique contre la prolifération.